

## Femmes africaines et pratique historique en France (1)

**C**ET article découle d'un simple constat : à la floraison des recherches anglo-saxonnes sur les femmes et à un intérêt médiatique certain autour d'elles s'oppose la faible place occupée par les études concernant les femmes dans la pratique historique de France. Pourtant tour à tour plusieurs revues viennent de consacrer un numéro aux femmes en Afrique : *Politique africaine* sous le titre de « L'Afrique des femmes » (n° 65, 1997), *Chloé, Histoire, femmes et sociétés* « Femmes d'Afrique » (n° 6, 1997). et *Afrique politique* sous le même intitulé (Karthala, 1998). Au même moment à Dakar était publié sous la variante « Femmes et Africaines. Un double combat » un numéro des cahiers de l'ENDA (2). Cette vague de parutions est-elle le signe d'une mutation durable ou une simple passade ? A quoi tient par ailleurs le silence relatif des études africanistes françaises ?

On trouve également trace d'un intérêt spécifique pour les femmes africaines en 1987 dans la revue *Présence africaine* intitulée « Femmes noires dans la vie moderne : images et réalités ». Plus loin dans le temps, il faut remonter à 1977 pour trouver le seul numéro spécial des *Cahiers d'études africaines*, une des principales revues africanistes françaises, consacré aux femmes. Ce numéro, intéressant à maints égards, a fait date.

Par ailleurs, au-delà de ces publications ponctuelles, toute recherche automatisée sur un fichier de bibliothèque ou une base de données françaises de sciences humaines combinant « femmes, Afrique et histoire » aboutit à un résultat quantitatif très décevant. En élargissant le champ aux domaines des Lettres, Sciences, Santé à partir de *Doc-Thèses*, répertoire des thèses soutenues en France depuis 1972 (3) pris à titre indicatif, nous

(1) Je tiens à remercier ici, entre autres, Florence Bernault, Hélène d'Almeida-Topor, Michel Cahen, Birgit Muller, Eliane Viennot et Rebecca Rogers qui ont enrichi ma réflexion par leurs remarques critiques. Cet article est une version augmentée et remaniée d'une communication sollicitée pour le colloque « L'histoire sans les femmes est-elle possible ? » organisé par A.M. Sohn en novembre 1997 à Rouen.

(2) *Environnement africain. Cahiers*

*d'étude du milieu et d'aménagement du territoire*, n° 39-40, vol. X, 3-4, 1997.

Le livre vert du CODESRIA *Women's Studies and Studies of Women in Africa during the 1990s* fait le même constat de l'insuffisance des recherches dans ce domaine et de la faible intégration de la dimension du genre.

(3) Ce répertoire est théoriquement exhaustif et remis à jour semestriellement. Il ne peut cependant être considéré comme totalement fiable.

arrivons à un total restreint d'une vingtaine de thèses. Ceci pose bien sûr le problème de la définition des mots-clefs ainsi que des champs disciplinaires couverts. L'on peut affiner en se centrant sur les thèses de « Lettres, Sciences humaines et sociales » et en faisant les interrogations pays par pays car le mot-clef « Afrique » n'inclut pas forcément les études à l'échelle nationale. En combinant « femme/histoire/nom de pays » on aboutit à environ 35 thèses (8 sur le Sénégal et le Cameroun, 5 sur le Bénin et le Congo, 4 sur le Togo, 3 sur la Mauritanie...). Les thèses soutenues en histoire proprement dit sont largement minoritaires dans ce corpus. Les domaines les plus concernés sont en effet la littérature, l'économie du développement, l'ethnologie ou la sociologie. Les recherches menées dans la perspective de ces disciplines constituent de façon évidente des apports fondamentaux pour l'approche historique.

Ce constat ressort également d'une longue fréquentation, près de vingt ans maintenant, des écrits en histoire africaine parus en France (manuels, ouvrages, thèses), même si telle ou telle étude vient toujours démentir une impression générale (4). De plus, l'absence trop fréquente d'index dans les ouvrages universitaires français rend ardu tout bilan rapide qui mettrait en évidence la place des femmes dans des approches thématiques plus larges, autrement dit l'intégration de la dimension sexuée des rapports sociaux et politiques dans l'analyse historique. Le vocable « gender » traduit cette notion, que seule une périphrase semble pouvoir rendre en français. J'emploierai parfois, pour aller vite, le terme de « genre », ou encore l'expression, les rapports de sexes (5). Le genre constitue un des multiples paramètres de l'identité sociale et nécessite à la fois une prise en compte spécifique (et donc des études portant sur tel ou tel aspect du rôle des femmes dans une situation historique donnée) et son intégration dans un schéma explicatif global.

Est-ce à dire que les africanistes français refuseraient la ghettoïisation des femmes et de leur histoire et que celles-ci seraient présentes de manière transversale dans maintes publications ? A l'évidence, non ou plutôt de manière ambiguë, comme l'histoire de la discipline cherchera à le démontrer. De ce point de vue, le traitement des femmes par les historiens de l'Afrique se rattache bien aux courants généraux de l'histoire en France, où l'histoire du genre a du mal à percer, mais pour des raisons qui peuvent diverger et que j'aimerais élucider ici sous forme d'hypothèses. Est-ce à dire en effet que les femmes sont absentes de la scène africaine ? Est-ce à dire que les femmes sont absentes de l'histoire de l'Afrique ? L'évidence

(4) Ainsi, toute recherche portant sur un thème précis bute sur le flou des informations concernant les femmes dans les études générales. Je me suis heurtée à ce problème lors de la rédaction d'un article intitulé « Femmes africaines et politique : les colonisées au féminin en Afrique occidentale » (*Clio*, n° 6, 1997) dès que l'on s'interroge précisément sur les droits politiques, les limites du suffrage, les attitudes électorales des citoyennes...

(5) Michel Cahen, refusant « genre », propose le couple « féminitude-masculinitude », par analogie avec négritude ou

autres « -udes » exprimant des réalités communautaires sociales. Outre que ceci renvoie implicitement à sa critique, l'ironie « tigritude » de W. Soyinka, le fait d'utiliser deux termes pour rendre la notion de « sexe social/socialisé » fausse d'emblée l'analyse en orientant le raisonnement vers la dichotomie. Il s'agit au contraire de débusquer dans les actes politiques, les comportements ou les événements le rôle – assumé ou implicite – joué par l'existence biologique de deux sexes et sa transposition sociale, diverse selon les époques et les cultures.

du réel montre tout le contraire : d'un côté on constate, de l'aveu de tous, l'omniprésence des Africaines en tant qu'actrices sociales et économiques en tant que productrices et reproductrices et de l'autre leur marginalisation sinon leur absence totale dans les études historiques en France. Mon interrogation porte sur ce contraste entre leur statut dans la pratique historique et leur visibilité sociale, paradoxe que je souhaite expliciter en précisant d'emblée ma perspective et mon champ de questionnement. En tant qu'africaniste, je m'intéresse spécifiquement :

– à l'*Afrique subsaharienne* (ce qui exclut par conséquent les études, non négligeables quantitativement et scientifiquement, portant sur les femmes au Maghreb) ;

– à l'*histoire*. Cette précision est importante car ma démarche ne sous-estime pas le problème des frontières floues entre les disciplines : ainsi, l'anthropologie ou l'économie du développement par exemple ont souligné et analysé l'importance du rôle social des femmes ;

– à la *recherche produite en France*. Les études anglo-saxonnes ont déjà accordé une place de choix à la thématique des femmes en Afrique. Ceci tiendrait à la fois à l'impact différentiel des politiques coloniales (marge de manœuvre souvent plus large pour les femmes dans les colonies britanniques) et aux caractéristiques sociales et scientifiques des pays anglosaxons (promotion des femmes dans la recherche, pression du mouvement féministe, caractéristiques des écoles historiques) (6). Le dynamisme économique et politique des femmes du Nigeria, symbolisé par la « guerre des femmes » en pays ibo (7), ou du Ghana a fait l'objet de maintes analyses tout comme le rôle politique et social joué par les femmes d'Afrique du Sud sous l'apartheid et auparavant. Mon propos n'est pas de toute façon de faire un exposé sur l'histoire des femmes africaines en tant que telle (acquis ou perspectives de recherche) – que l'on ne s'étonne donc pas si telle ou telle étude n'est pas citée car bien sûr le champ n'est pas totalement vide – mais de proposer une réflexion historiographique et métho-

(6) Voici certaines publications marquantes :

E. Bay (ed.) *Women and Work in Africa*, Boulder, Colorado, Westview Press, 1982.

N.J. Hafkin et E.G. Bay (eds) *Women in Africa*, Stanford Univ. Press, 1976, 306 p.

M.J. Hay et Stichter (eds), *African Women South of the Sahara*, Londres/New York, Longman, 1984.

M.J. Hay et M. Wright (eds), *African Women and the Law : Historical Perspectives*, Boston Univ. Press, 1982.

C. Opong, *Female and Male in West Africa*, Londres, Allen and Unwin, 1983.

J. Parpart et K. Staudt K. (eds), *Women and the State in Africa*, Boulder/Londres, Lynne Rienner Publishers, 1988.

C. Robertson et I. Berger (eds), *Women and Class in Africa*, Londres/New York, Africana, 1986.

C. Robertson et M. Klein (eds),

*Women and Slavery in Africa*, The Univ. of Wisconsin Press, 1983.

S. Stichter et J. Parpart (eds), *Patriarchy and Class : African Women in the Home and the Workforce*, Boulder, Colorado, Westview Press, 1988.

M. Strobel « African Women : A Review », *Signs*, 8, 1982, pp. 109-132.

M. Strobel « Gender, Sex and Empire », Washington, American Historical Association, 1994.

*Revue canadienne des études africaines*, « The Roles of African Women : Past, Present and Future », éditorial d'A. Wipper, (n° spécial) 1972, vol. 6, n° 2.

(7) J. Van Allen, « "Aba Riots" or Igbo "Women's War" Ideology, Stratification, and the Invisibility of women » in N.J. Hafkin & E.G. Bay (1976, pp. 59-85).

N. Mba, *Nigerian Women Mobilized : Women's Political Activity in Southern Nigeria, 1900-1965*, University of California Press, 1982.

dologique sur les raisons de l'invisibilité des femmes dans les études historiques (8).

### Une visibilité sociale indéniable

Il n'est guère besoin d'explicitier le rôle prééminent joué par les femmes dans les sociétés africaines, leur présence constante sur le devant de la scène africaine. Cette réalité a été décrite par les nombreux voyageurs et explorateurs qui parcourent l'Afrique, surtout depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, à l'instar de l'Écossais Mungo Park (1795/1797) qui nous a laissé un témoignage particulièrement ouvert sur les populations africaines, hommes comme femmes.

L'étude de ces témoignages pose le problème des grilles d'analyse, du regard filtrant qui est souvent celui d'un occidental mâle, marqué à la fois par le rapport de domination coloniale et les valeurs victoriennes frappées du sceau de la misogynie. Les analyses de Bernard Salvaing ou d'Anne Hugon sont révélatrices à cet égard du discours missionnaire (9). Une dichotomie simpliste opposant les témoins selon leur sexe (hommes/femmes) serait cependant illusoire car le critère dominant reste bien souvent la position dans le cadre d'un rapport de force (colonisateur/colonisé) ou d'une hiérarchie intériorisée (occidental/barbare). Les femmes occidentales voyageuses (10) mais aussi nombre d'ethnologues portent généralement un regard similaire, misérabiliste ou condescendant, sur les réalités des femmes africaines.

Le relais de ces regards, plus ou moins marqués par les préjugés de l'époque, fut en effet ensuite pris par les multiples descriptions de type ethnographique s'intéressant au statut matrimonial des femmes ou à l'éducation des enfants mais plus rarement à leur place dans l'économie ou dans les rapports de pouvoir. L'accent est en effet constamment mis sur les femmes en tant que reproductrices ou productrices. Sur le premier plan, il est intéressant de citer la formulation de Pierre Alexandre qui à l'article « femme » de son index indique :

« Son rôle social essentiel est la reproduction du groupe, d'où le dis-

(8) Cette démarche m'implique car mes recherches ont démarré parallèlement à mon militantisme dans le mouvement féministe des années 1970. Or, je butais sur la difficulté à intégrer des problématiques mettant en évidence les rapports de sexe dans mes propres études sur le commerce. Plus récemment, je me suis interrogée sur les propriétaires foncières ou sur le refus du suffrage féminin à Freetown. Ceci n'a pas débouché sur une intégration satisfaisante de la dimension genre tant les données sont partielles (*Pouvoir colonial, municipalités et espaces urbains. Conakry et Freetown, des années 1880 à 1914*, L'Harmattan, 1997, 2 vol.). Cette dichotomie entre militantisme au quotidien et recherche universitaire n'a d'intérêt que parce qu'elle renvoie à l'histoire des années 1970

et à la coupure entre les terrains militants et le milieu universitaire.

(9) B. Salvaing « La femme dahoméenne vue par les missionnaires : arrogance culturelle, ou antiféminisme clérical ? », pp. 507-522, *Cahiers d'études africaines (CEA)*, 1981.

A. Hugon, « La contradiction missionnaire. Discours et pratique des missionnaires méthodistes à l'égard des femmes africaines de Côte de l'Or (1835-1874) », pp. 15-34, *Clio*, n° 6, 1997.

(10) Voir par exemple : Mary Gaunt, 1912, *Alone in West Africa*, Londres, T. Werner Laurie, XIX, 404 p. ou Mary Kingsley, 1982 (1<sup>re</sup> éd., 1897), *Travels in West Africa. Congo, Corisco and Cameroons*, Londres, Virago, 741 p.

crédit frappant les femmes bréhaïnes ; sa condition varie considérablement d'une société à l'autre ; elle a parfois un rôle économique, politique ou rituel important mais, dans l'ensemble, reste soumise à la prédominance masculine » (11).

En ce qui concerne la deuxième fonction, celle de productrices, il suffit de citer le travail novateur en son temps d'Ester Boserup, qui a mis en évidence le fait, qu'encore plus qu'ailleurs, les femmes africaines sont indispensables au processus de production agricole (12).

Cependant, malgré les activités incontestables et incontestées des femmes en Afrique, celles-ci s'avèrent souvent ignorées dans les études portant sur l'Afrique menées de France. Ce constat s'insère dans un contexte méthodologique plus vaste, à savoir l'attrait pour les phénomènes de structure ou les élites et la négligence du plus grand nombre. Pour expliquer cet état de fait, j'aimerais distinguer ce qu'on peut appeler « les faux prétextes » de raisons plus fondamentales, livrées ici à titre d'hypothèses liées à l'histoire de la discipline pour finir par l'évocation de phases dans les rapports entre femmes et histoire en Afrique.

### **Des sources et des hommes : de faux prétextes ?**

---

#### *Le silence des sources ?*

Nombre d'historiens, quel que soit leur sexe, se cachent derrière un paravent commode pour justifier l'absence des femmes de leur pratique : le silence des sources. Ceci renvoie de manière plus générale à la méthodologie de l'histoire africaine. Pour maintes thématiques ou périodes, l'histoire de l'Afrique dans son ensemble rejoint les impératifs de l'histoire des catégories sociales muettes. Les historiens de l'Afrique doivent solliciter les documents malgré eux et « faire feu de tout bois », dès que l'on dépasse l'histoire des zones pour lesquelles on dispose de documents écrits de façon suivie ou dès que l'on aborde des problématiques mettant en jeu le quotidien, le culturel ou l'ensemble des populations et non les seuls groupes dirigeants.

Le problème des sources en histoire africaine se pose autant pour la période coloniale que pour des passés plus lointains. Les traditions orales formalisées sont centrées sur les questions politiques (successions ou conflits) et négligent les thèmes économiques ou les données se référant au quotidien. De plus, jusqu'à récemment, l'exploitation des sources orales omettait généralement les savoirs des femmes. Il faut dans ce domaine saluer les travaux de Claude-Hélène Perrot à la fois sur les femmes en tant que détentrices d'un savoir historique et comme actrices politiques (13) et de Mamadou Diawara sur le rôle des femmes dans la transmission de

(11) *Les Africains*, 1981, Lidis/Brepols.

(12) *Woman's Role in Economic Development*, George Allen and Unwin, 1970. On peut évoquer également C. Meillas-

soux, *Femmes, greniers et capitaux*, Paris, Maspéro, 1975.

(13) *Les Anyi-Denye et le pouvoir aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles*, CEDA/Publications de la Sorbonne, 1982.

l'histoire, qu'elles soient de statut libre ou esclaves (14). Par la suite, pendant la colonisation, on peut dire que les colonisés en tant que catégorie globale sont muets car ils ont rarement la parole dans les documents d'archives légués par les colonisateurs. Ceci renvoie au processus de constitution des archives par les autorités coloniales, dont les vides sont partiellement comblés par les enquêtes orales. De ce point de vue on peut effectivement parler d'« invisibilité historique » des femmes pour les colonisateurs (15) mais en fait souvent ni plus ni moins que l'ensemble des colonisés. On peut même dire souvent « ni moins » car certaines sources spécifiques concernent les femmes sous la colonisation.

### *Femmes et colonisation : des sources spécifiques*

Contrairement à une idée reçue, la colonisation généra un certain nombre de documents servant directement l'histoire des femmes. Les femmes occupent en effet une place à la fois marginale et centrale dans la politique coloniale. Marginale, car les femmes font rarement l'objet de politiques spécifiques : elles sont généralement traitées en négatif, en creux, i.e. subissant les conséquences implicites des pratiques et de la législation coloniales. Centrale, car les autorités coloniales s'intéressent explicitement aux femmes sous l'angle de leur fonction de reproduction : dans les colonies, françaises ou belges, aux densités faibles, le souci de générer de la main-d'œuvre soit en favorisant la natalité, soit en limitant la mortalité infantile implique directement les femmes. Cette politique de la main-d'œuvre passe par des actions visant les femmes dont on reconnaît le rôle comme génitrices, responsables des jeunes enfants et éducatrices. Ceci se traduit par une politique d'amélioration des conditions de l'accouchement et de protection de l'enfance dans le cadre de l'Assistance médicale indigène pour les colonies françaises. Même si la pratique resta largement en deçà des intentions, elle marquait une volonté de passer par les femmes pour toucher la société dans son ensemble, ce en quoi les colonisateurs ne faisaient que reproduire les attitudes développées en Europe dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans la même perspective, les autorités coloniales, en accord avec la hiérarchie missionnaire, dénoncèrent la polygamie et la pratique conjointe d'interdit sexuel pendant l'allaitement, tenues pour responsable de l'espacement des naissances.

A l'inverse, malgré l'importance des femmes dans la production, leur fonction dans ce domaine ne suscita que fort rarement une approche particulière de la part des colonisateurs : tout discours ou projet modernisateur concernait en priorité les hommes, considérés comme chefs de ménage et contribuables. Pour des raisons variées, les femmes se trouverent souvent cantonnées aux stades de production les moins rémunérateurs ou repoussées vers des tâches de production vivrière, qui ne susci-

(14) M. Diawara, *La graine de la parole*, Stuttgart, F. Steiner Verlag, 1990 ; Voir aussi « Femmes, servitude et histoire : les traditions orales historiques des femmes de condition servile dans le royaume de Jaara (Mali) du XV<sup>e</sup> au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle » *History in Africa*, n° 16, 1989, pp. 71-96.

(15) Voir à ce sujet l'article de M. Fiéloux « "Femmes invisibles" et "femmes muettes". A propos des événements ibo de 1929 », pp. 189-194, *CEA*, n° 65, 1977.

tèrent dans leur ensemble guère l'intérêt des colonisateurs. Paradoxalement, ces activités, sous leur forme maraîchère périurbaine, constituent actuellement un secteur de pointe, maîtrisée souvent par les femmes.

De manière plus large et moins utilitaire, une certaine mobilisation se fit autour des droits des femmes colonisées, à l'initiative de missionnaires (16) ou de femmes bien pensantes, sûres des valeurs de la culture occidentale. Elle porta surtout sur les aspects sociaux (éducation, famille, santé) dans une perspective souvent maternaliste tout en tenant pour négligeables les données économiques ou politiques. On peut citer ici deux temps forts dans le cadre de la colonisation française. Les États généraux du féminisme organisés autour de l'Exposition coloniale de 1931 sont à ce titre révélateurs, tant ils marquent le fossé entre les réalités des femmes africaines et les discours maniés en métropole, marqués par une vision condescendante (17). Quelques années plus tard, en 1937 sous le Front Populaire, la grande enquête sur les femmes confiée par le gouverneur général de l'AOF, Jules de Coppet, à Denise Moran Savineau, conseillère technique de l'enseignement, laisse une vision plus dynamique (18). Un dossier de plus de 1 000 pages, intitulé « La famille en AOF : condition de la femme », tire les conclusions d'une mission d'enquête remarquable aussi bien dans sa durée (d'octobre 1937 à mai 1938) que dans son étendue (plusieurs milliers de kilomètres parcourus) et sa diversité (une large gamme d'interviews). A travers dix-sept sous-rapports organisés géographiquement, l'auteur met l'accent sur les « industries féminines », qu'il s'agisse d'artisanat, de commerce ou d'agriculture. Denise Moran Savineau analyse par ailleurs le système légal colonial et son impact sur le statut des femmes ; elle met en évidence les recours différentiels des hommes et des femmes à la justice coloniale et remet en cause le concept généralisateur de « coutume ». De façon plus classique, elle s'intéresse également au domaine de la santé et de l'éducation et par ce biais au groupe des évolués et à leurs conjointes. Ce document se révèle être une source fondamentale pour la connaissance approfondie de la place des femmes dans les sociétés d'Afrique occidentale, de la politique coloniale à leur égard et plus largement pour une appréciation de la marge de manœuvre des colonisé(e)s et une réévaluation des systèmes coloniaux.

Les visions contrastées des femmes africaines se traduisent à travers l'imagerie coloniale (19) véhiculée par des supports divers (estampes, affiches, photographies). Celle-ci constitue un autre angle d'accès à l'histoire des femmes en Afrique, tout autant révélateur, sinon plus, des fantasmes ou des stéréotypes européens que de la place assignée aux femmes dans le cadre colonial. Dans la galerie des « types » humains diffusés par la pro-

(16) La personnalité de Sœur Marie-André du Sacré Cœur (Sœurs blanches) domine. Forte de sa formation juridique, elle donna des conférences et écrivit divers livres dont *La Femme noire en Afrique occidentale*, Payot, 1939.

(17) R. Goutalier, « Les États généraux du Féminisme à l'exposition coloniale 30/31 mai 1931 », pp. 266-284, *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, 1989.

(18) Voir l'analyse récente de G. Lydon qui exhume ce document long-

temps ignoré : « The Unraveling of a Neglected Source. A report on Women in Francophone Africa in the 1930s », pp. 555-584, *CEA*, n° 147, 1997. Sa première intervention sur ce thème eut lieu en 1994 lors de la 37<sup>e</sup> rencontre de l'Association américaine des Études Africaines (ASA). Le document se trouve aux Archives Nationales du Sénégal, Fonds moderne, AOF, 17G 381.

(19) Voir par ex. Bancel *et alii*, *Images et Colonies*, ACHAC/BDIC, 1994.

pagande, les femmes occupent une place à part car on joue dans leur cas non seulement sur le registre de l'étrangeté/altérité mais aussi sur celui de la sexualité ou de l'érotisme avec ses deux composantes liées, l'attraction et la répulsion. L'accent est mis sur l'aspect esthétique (et non social) des femmes même si on peut trouver également des témoignages iconographiques sur les activités féminines. Ceux-ci restent à étudier exhaustivement. Par ailleurs, comme Marianne en métropole, les femmes colonisées servent de support à divers messages idéologiques, maniant les thèmes habituels de la fécondité, de la générosité de la terre-mère ou du repos du guerrier (20).

*L'histoire de l'Afrique, une histoire faite par des hommes ?*

L'histoire des femmes ou l'histoire sous l'angle des rapports de sexes reste largement une affaire de femmes. De ce constat, que l'on peut déplorer ou non, découlerait la non visibilité historique des femmes car l'histoire de l'Afrique serait surtout pratiquée par des hommes qui, outre leur manque d'intérêt, rencontreraient des difficultés pour accéder aux femmes dans leurs enquêtes et leur pratique historique. Fréquents sont les témoignages de ce type, qu'il s'agisse d'ailleurs d'Occidentaux ou d'Africains. Or deux éléments pondèrent cette affirmation rapide : la place croissante des femmes en histoire de l'Afrique et les difficultés méthodologiques partagées.

L'hypothèse du poids des hommes dans la confection de l'étude de l'Afrique peut avoir joué un rôle naguère si l'on en juge par la violence de certaines réactions au projet de numéro spécial des *CEA* :

« Alors que s'opérait le rassemblement des textes, mes collègues masculins exprimèrent de surprenantes remarques. Certains donnaient dans l'épistémologie : ne parler que des femmes, c'est ignorer la totalité, risquer de projeter sur les réalités africaines nos fantasmes de femmes occidentales. D'autres persiflaient : "A quand le numéro sur les homosexuels"... "C'est pour bientôt le numéro sur les p..." ». D'autres, préjugant des textes annonçaient le numéro féministe ! » (*CEA*, 1977, introduction, p. 5).

L'accueil glacé ou irrité fait au très humoristique article signé GERTRUDE « Postface à quelques préfaces », analysant les dédicaces aux « chères épouses », témoigne de la même attitude.

L'approche volontairement sexuée de la thématique, le parti pris de ne rassembler que des auteures-femmes suscitaient donc des remous certains à cette époque. Les femmes sont cependant désormais nombreuses en histoire de l'Afrique ou en anthropologie, y compris au rang professoral. On peut bien sûr objecter qu'ayant besoin de se faire accepter dans un monde d'hommes, elles n'aient pas voulu se particulariser sous l'angle « féminin » ou qu'elles restent, tout comme leurs collègues masculins, marquées par les mêmes courants historiographiques nationaux. Même si les

(20) Voir les affiches des expositions coloniales (Marseille en 1922, Strasbourg en 1924) ainsi que les statues édifiées dans les colonies à l'instar du monument en l'honneur du gouverneur Ballay édifié à Conakry en 1908 ; la statue, magnifiant la

bienveillance du gouverneur pour les habitants de la Guinée, mettait en scène des femmes et des enfants, à la fois objets privilégiés de sollicitude et symboles de générosité et de soumission dans l'attente.



choses commencent à changer, faire des recherches sur les femmes ou intégrer la dimension du genre dans sa démarche historique reste peu valorisé en France, notamment institutionnellement, et considéré de façon condescendante, surtout lorsqu'il s'agit de femmes travaillant sur les femmes. Ceci contribuerait à expliquer leur refus, compréhensible, d'être enfermées dans un ghetto thématique. Les années 1980-1990 ont vu toutefois des modifications avec une certaine féminisation des chercheurs-enseignants et des étudiants ainsi qu'un renouvellement des orientations historiographiques, faisant la part plus belle aux catégories dominées (jeunes, femmes, esclaves...) et aux problématiques du quotidien, des mentalités ou des représentations.

Par ailleurs, les chercheuses avouent souvent connaître les mêmes obstacles que leurs collègues masculins sur le terrain, comme en témoigne Denise Paulme évoquant son premier séjour en pays dogon en 1935 :

« Mon regret le plus grand aujourd'hui est de n'avoir pas travaillé avec les femmes. Mais aucune ne parlait français et lorsque j'essayais de les aborder, elles détournaient la tête et se réfugiaient dans un rire embarrassé. J'avais aussi suffisamment à faire à réunir les matériaux nécessaires à la tâche que je m'étais fixée. Reste que nous ne savons rien de la vision que les femmes dogon ont de leur propre société : l'image que je rapportai – et que les travaux ultérieurs de mes collègues n'ont pas modifiée – est celle d'un univers masculin » (*CEA*, p. 11, 1977).

Denise Paulme marqua cependant son souci de compréhension globale des sociétés africaines en éditant en 1960 un livre fondateur intitulé *Femmes d'Afrique noire* (Mouton). Celui-ci comprend six contributions de femmes ethnologues (21), ayant effectué des enquêtes de terrain, ainsi qu'une bibliographie analytique très fournie.

L'argument de la barrière linguistique reste valable de nos jours du fait de la moindre alphabétisation des filles ou des opportunités d'apprentissage sur le tas plus limitées que pour les hommes (armée ou domesticité auprès des Blancs du temps de la colonisation, migrations plus fréquentes) ; l'avantage donné aux hommes doit cependant être nuancé par le fait que la pratique d'une langue européenne demeure limitée à une minorité quantitative et sociale quel qu'en soit le sexe (élite, fonctionnaires) et que le recours aux interprètes est toujours possible, souvent nécessaire. Des obstacles culturels jouent parallèlement contre les femmes : moindre accès à la parole publique, obligation de réserve, expression indirecte...

Ainsi, même si ces facteurs ont pu ou peuvent encore jouer un rôle, les lacunes des sources ainsi que le poids – tout relatif – des historiens-hommes ne suffisent pas à expliquer le manque d'intérêt pour la dimension « femmes » dans le cadre de l'histoire africaine vue de France. D'autres hypothèses ouvrent des pistes de réponse possibles.

(21) M. Gessain, M. Dupire, A. Lebeuf, A. Laurentin, E. Albert et S. Faladé.

## **Le poids de l'histoire de la discipline : un atout ou une tare originelle ?**

L'histoire de l'Afrique a fait une entrée tardive dans le monde de l'enseignement et de la recherche en France. Sa reconnaissance institutionnelle date du début des années 1960, avec la création de la chaire d'histoire de l'Afrique à la Sorbonne (occupé par Hubert Deschamps puis Yves Person en 1971, suivi de Claude-Hélène Perrot et puis d'Hélène d'Almeida-Topor) complétée au début des années 1970 par la nomination d'un historien de l'Afrique au sein du CNRS et celle de Catherine Coquery-Vidrovitch en 1972 à Paris 7, nouveau pôle d'étude d'histoire africaine. L'émergence officielle de l'histoire de l'Afrique se fit dans un contexte d'opposition, opposition tout autant au primat de la tradition ethnologique qu'au règne de l'histoire coloniale.

### *Le primat de l'approche anthropologisante*

Dans le cadre de ces deux approches dominantes, celle de l'ethnographie et celle de l'histoire coloniale, les sociétés africaines étaient essentiellement abordées sous un angle descriptif et souvent atemporel. Dans ce contexte méthodologique, le féminin n'était pas absent, loin de là ; il était évoqué à travers des concepts tels que « division sexuelle du travail, circulation des femmes, stratégies matrimoniales » maniés avec évidence. Cependant cette évocation multiforme des femmes n'impliquait pas le développement de thématiques les prenant en compte réellement en tant qu'actrices sociales et non seulement comme objets d'étude passifs.

Toute étude ethnologique impliquait en effet l'analyse des systèmes matrimoniaux, de la répartition des tâches de production ou de la place des femmes dans les mythes. Ainsi, maints articles des *Cahiers d'études africaines* incluent les femmes dans leur approche du fait de la prégnance de l'anthropologie dans l'étude de l'Afrique : les femmes se trouvent fréquemment évoquées sous l'angle de la famille ou des réseaux sociaux. En témoignent par exemple deux articles parus en 1960 dans le premier numéro de la revue, celui de Georges Balandier sur « Les structures sociales traditionnelles et les changements économiques » et celui de Denise Paulme sur les « Structures sociales traditionnelles en Afrique noire ». L'index thématique, qui existe pour la décennie 1970, comprend bien le terme de « femmes », qui renvoie à « mariage, prostitution, relations entre hommes et femmes ». Cependant, comme le souligne Claudine Vidal dans l'introduction du numéro spécial de 1977 intitulé *Des femmes sur l'Afrique des femmes*, ces auteures – si on peut se permettre ce néologisme emprunté au Québec – « ... parleraient-elles d'autres Africaines que des reines-mères ou des épouses-objets d'échange entre les parentèles ? ».

Les femmes ne furent donc pas absentes des premières études de l'Afrique mais cette approche relevait d'une optique anthropologique souvent passéiste ou fixiste et confinait les femmes dans une perspective de sujets subissants ou circulants. En fait le problème n'est pas tant la présence des femmes en tant qu'objets de recherche – un paragraphe ou un chapitre dans une recherche – que la réelle et évidente prise en charge de

la dimension sexuée des phénomènes historiques dans les problématiques. Un autre ordre d'explication peut aider à éclairer cette situation.

Les racines anthropologiques de l'histoire de l'Afrique rendent compte par ailleurs de l'accent mis sur la description par grands ensembles que ceux-ci soient appelés « tribus, clans, peuplades... » ou plus récemment « ethnies ». L'histoire de l'Afrique héritait de cette tradition mettant en avant le découpage par groupes différenciés, sinon directement antagonistes. L'approche sous l'égide de l'ethnie ou même plus récemment de la notion globalisante de nation aurait donc contribué à masquer d'autres clivages sociaux, d'autres modes ou niveaux d'identité.

*Ni classe, ni genre : l'impact de l'anticolonialisme et d'un certain marxisme*

Tout en cherchant à affirmer sa place institutionnelle et son inscription dans la durée, l'histoire africaine dut également se démarquer de l'histoire dite « coloniale » qui abordait, si l'on schématise, le continent sous l'angle des hauts faits des Européens et des bienfaits de leur mission civilisatrice. Sa genèse ne peut se comprendre hors du contexte politique des décolonisations et de la volonté de réévaluation de l'histoire des Africains. Dans ce contexte, le développement de l'histoire de l'Afrique s'est fait notamment sous les auspices de l'anticolonialisme et du marxisme. Les débats sur les modes de production ou sur les superstructures l'emportaient sur l'explicitation d'autres clivages historiques ou sur l'analyse détaillée, et parfois contradictoire, d'études de cas précis. On rejoint ici certaines analyses de Gérard Noiriel portant sur l'histoire de l'immigration, occultée au nom d'une conception jacobine des préoccupations historiques et de la subordination des phénomènes sociaux. En reprenant la définition du « social » selon E. Labrousse, il montre l'influence d'une tradition marxiste qui raisonnait en terme d'infra et de superstructures et remettait à plus tard l'analyse proprement sociologique des phénomènes historiques :

« Le social apparaissait comme un but, voire une récompense, pour l'histoire qui aurait au préalable dégagé les structures économiques » (22) (p. 753).

A cette marginalisation théorique du social s'ajoute le primat du national, lié à celui de mémoire collective ou même de longue durée. Le poids de l'État centralisateur en France empêcherait toute expression d'une différence ethnique ou culturelle constituée (p. 754). Ces explications d'une carence historiographique peuvent être transposées dans le domaine de l'histoire de l'Afrique où la forêt des colonisés, pris comme un ensemble solidaire face aux colonisateurs, a longtemps caché les autres niveaux d'analyse, renvoyés à leur statut de non-prioritaires.

L'étape de l'anticolonialisme et de son corollaire, le tiers-mondisme, semblait indispensable pour pouvoir aborder d'autres thématiques. Elle supposait une vision unitaire des colonisés, souvent manichéenne. Il s'agissait de sortir d'abord de la gangue anticoloniale et de remettre la coloni-

(22) « Pour une histoire de l'immigration en France », pp. 751-769, *AESC*, juillet-août 1986. L'auteur reprend ces

idées dans *Le creuset français* (ch. I). Seuil, 1988.

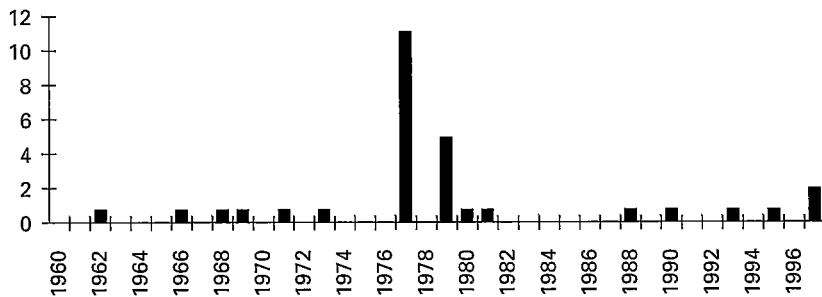
sation à sa place. Alors que cette étape historique, certainement légitime, peut être considérée comme largement franchie, comment évolua la place attribuée aux femmes ou au genre dans l'historiographie de l'Afrique ?

### Les femmes au fil des décennies

La parution récente de revues consacrées aux femmes en Afrique est-elle le signe d'un changement de fond ou d'un hasard éditorial ? Peu mises en relief dans les traditions orales, invisibles pour les colonisateurs, les femmes sont-elles restées dans l'ombre pour les historiens de l'Afrique ?

#### *Un indicateur partiel : les Cahiers d'études africaines*

Le bilan des articles publiés par les *CEA* peut constituer une première approche, même si cette publication regroupe des africanistes de disciplines différentes (cf. annexe I).



Nombre d'articles mentionnant explicitement les femmes parus dans les *CEA* (1960-1997)

En l'absence de revue française consacrée exclusivement à l'histoire africaine *stricto sensu*, elle peut servir d'indicateur (23). Le repérage des articles a été fait à partir de l'index thématique, lorsqu'il existe (24), et des titres des contributions. Une analyse plus fine devrait prendre en compte le contenu effectif de tous les articles ainsi que la discipline de l'auteur. Contrairement à d'éventuelles présomptions, le nombre d'articles concernant peu ou prou les femmes n'évolue pas de façon linéaire. Après un début modeste (quatre articles de 1960 à 1970), on constate un pic dans la décennie suivante avec 20 articles, puis une retombée rapide : deux articles de 1981 à 1990 et trois de 1991 à 1997 (décennie en cours). La pointe marquée lors des années 1970 se situe en phase avec l'essor de l'histoire des femmes en France. Elle correspond également à la célébration de l'année internationale de la femme en 1975 en l'honneur de

(23) Un sondage effectué dans la *Revue française d'histoire d'Outre Mer*, qui consacre une partie de ses articles à l'Afrique (généralement moins de 50 %), confirme la faible part des articles prenant en compte une problématique sexuée.

(24) Il existe pour 1971-1980 puis reprend à partir de 1995. On peut préciser que les auteurs ne sont pas issus exclusivement du milieu de la recherche française mais la sélection des articles reflète les orientations de la revue.

laquelle la publication d'un numéro spécial fut décidé. Il s'agit de celui, déjà évoqué, paru en 1977 qui regroupe à lui seul onze articles. Il fut complété deux ans plus tard dans le cadre d'un numéro dédié à Denise Paulme dont une sous-partie traite de « Femmes et pouvoirs ». La plupart des thèmes qui y sont abordés ressortent cependant de la logique des « reines-mères ou des épouses-objets d'échange entre les parentèles » dénoncée deux ans auparavant. « Grandes femmes » ou stratégies matrimoniales y dominent effectivement. Signes de changement réel, les derniers articles parus témoignent d'approches plus novatrices dans le cadre d'un renouvellement global des thématiques et des méthodes de l'histoire de l'Afrique (diversification des sources, notamment orales ou iconographiques, approche sous l'angle des mentalités et comportements culturels...). Ils sont cependant, et c'est symptomatique, le fait de chercheurs étrangers plus perméables à la question du genre.

*Les années 1970/1980 : une rencontre ratée ?*

La chute suivant la décennie des années 1970 requiert des tentatives d'explication, éclairées par une réflexion sur la pratique lors de cette décennie qui a vu parallèlement l'essor du mouvement de femmes et leur intrusion dans l'histoire (25). Claudine Vidal explique rétrospectivement le succès du numéro des *CEA* par les « attentes militantes de l'époque » (26). Cette affirmation renvoie de fait aux rapports complexes entre le mouvement des femmes en Occident, le milieu universitaire et les femmes africaines. L'Afrique était effectivement présente dans les préoccupations militantes par le biais de thèmes sensibles comme la dénonciation de l'excision, en liaison avec le GAMS, Groupe pour l'abolition des mutilations sexuelles, ou d'une réflexion sur la polygamie et le statut juridique des femmes. L'analyse de la situation des femmes en Afrique unissait et opposait en même temps le monde de la recherche, les intellectuel(le)s et les Africaines. Les schémas d'explication du statut subordonné des femmes, situés dans des perspectives résolument féministes, furent souvent perçus comme plaqués sur les sociétés africaines et porteuses de jugements. De fait les relations entre les féministes, qu'il s'agisse d'Occidentales ou même d'Africaines à l'instar de la militante sénégalaise Awa Thiam, auteur de *La parole aux négresses* paru en 1978 (Denoël), et les femmes africaines furent souvent houleuses. La communication avait du mal à passer et l'on accusait les militantes de parler au nom des Africaines, qu'on maintiendrait ainsi dans une position de domination et de passivité.

L'implication concrète des historien(ne)s de l'Afrique dans la réalité de la vie des femmes en Afrique rend toute approche intellectuelle délicate ou ambiguë. Se pose constamment le problème de la validité et de la réception de la parole issue du milieu intellectuel et occidental face à un vécu parfois douloureux (thème de l'excision et de certaines formes de polygamie) et bien concret.

(25) Voir le bilan proposé par C. Dauphin, A. Farge, G. Fraisse et alii « Culture et pouvoir des femmes », pp. 271-293, *AESC*, mars-avril 1986.

(26) Cl. Vidal, *Sociologie des passions*, Paris, Karthala, 1991 (p. 13).

*Les années 1990 : indices d'une ouverture récente, retombées conjoncturelles ou poids de personnalités ?*

L'histoire de l'Afrique s'inscrit dans le mouvement général de l'histoire en France qui reste réfractaire à un traitement spécifique et/ou intégré des femmes. Les retombées demeurent marginales ou liées à des individualités. On peut ainsi signaler quelques jalons, dans l'ordre chronologique : l'ouvrage d'Hélène d'Almeida-Topor abordant sous un angle neuf et strictement historique une thématique mythique – *Les Amazones. Une armée de femmes dans l'Afrique précoloniale* (Rochevignes, 1984), celui de Régine Goutalier et Yvonne Knibiehler traitant notamment des Européennes ou des courtisanes dans *La femme au temps des colonies* (Stock, 1985) – première approche qui ne suscita guère d'émules – et plus récemment la synthèse proposée par Catherine Coquery-Vidrovitch *Les Africaines. Histoire des femmes d'Afrique noire* (Desjonquères, 1994) (27). Vu les lacunes historiographiques de la recherche française, cette synthèse tire en fait l'essentiel de ses informations des études anglo-saxonnes. Partant de ce constat, C. Coquery-Vidrovitch a par ailleurs donné une impulsion nouvelle aux recherches et des travaux incluant les femmes ont été effectués sous sa direction. Outre des études générales, ils portent surtout sur la thématique du travail, et subsidiairement, celle de l'éducation et des représentations. Ces travaux de recherche sont-ils la marque de retombées conjoncturelles, liées à des personnalités ou à un engouement passager, ou augurent-ils d'une mutation à plus long terme ? Il semble prématuré de se prononcer définitivement même si un changement de sensibilité des nouvelles générations est perceptible : il devient peu acceptable d'évacuer des raisonnements la moitié du genre humain.

Constamment se pose le problème méthodologique de la double orientation : l'histoire des femmes et l'histoire du genre. Le premier axe – les recherches sur l'objet « femmes » – reste insuffisamment développé dans l'historiographie africaniste française ou traité de manière annexe tandis que le second – la dimension des rapports de sexes – demeure encore aléatoire. Cet article s'est efforcé d'en élucider les raisons. Les difficultés liées aux sources jouent certes un rôle, tout comme la longue prédominance des chercheurs masculins, mais ne sauraient endosser la responsabilité de cette situation. Il semble qu'il faille plutôt chercher du côté de l'histoire de la discipline, marquée à la fois par l'héritage de l'histoire coloniale et de l'anthropologie, et du côté de l'imperméabilité de la recherche française à l'optique du genre, au nom d'une vision universaliste républicaine de l'histoire et au nom du refus d'une conception catégorielle de la société.

De fait, l'histoire de l'Afrique renvoie aux traditions politiques et aux courants historiographiques français. L'insertion des femmes et de la dimension du genre dans la compréhension historique relève d'une démarche de prise en compte globale de toutes les composantes d'une société, de genre comme de classe ou d'âge, de confession, d'appartenance régionale. Malgré certains changements, cette prise en compte qui devrait aller de soi se heurte à une certaine inertie ou même résistance. La rencontre

(27) Voir également, dans une autre veine : *Femmes africaines*. Propos recueillis par Annette Mbaye D'Erneville, éd. Martinsart, 1981.

entre l'histoire de l'Afrique, pratiquée de France, et l'intégration du genre n'a manifestement pas encore eu lieu. Elle impliquerait à la fois un changement d'état d'esprit, lié notamment à des mutations dans la pratique de la citoyenneté en France, et de méthodologie de façon à ce que l'intégration de la globalité de la société dans la réflexion historique devienne une évidence pour tous et toutes. Cette mutation dans la sensibilité historique dépasse largement le cas de l'histoire de l'Afrique et renvoie en fait aux caractéristiques de l'enseignement et de la recherche en France, marqués par une même réticence.

*Odile Goerg*  
*Université de Strasbourg*  
*septembre 1998*